

Convention collective

IDCC : 9651. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES, CUMA,
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, MARAÎCHERS
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS
(HAUTES-PYRÉNÉES)**

(6 juillet 1972)

(Etendue par arrêté du 20 février 1973,
Journal officiel du 17 mars 1973)

AVENANT N° 77 DU 6 FÉVRIER 2007 (1)

NOR : *AGRS0797090M*

IDCC : 9651

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des
Hautes-Pyrénées ;

La fédération départementale des CUMA ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles et
ruraux ;

La confédération paysanne des Hautes-Pyrénées,

D'une part, et

La fédération départementale de l'agriculture CFDT ;

La fédération départementale des travailleurs de l'agriculture CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 20 « Régime de retraite complémentaire et de
prévoyance » sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après :

Article 20

Régime de retraite complémentaire et de prévoyance

1° Retraite complémentaire

Tout employeur est tenu d'adhérer pour ses salariés au régime de retraite
complémentaire dans les conditions prévues par la convention collective
nationale du 24 mars 1971, étendue par arrêté du ministère de l'agriculture
en date du 30 août 1971.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

2° Assurance décès

Les salariés affiliés au régime de retraite complémentaire prévu au paragraphe précédent bénéficieront d'une garantie « décès » qui leur sera assurée par AGRI Prévoyance dans les conditions prévues dans l'accord paritaire de prévoyance du 6 février 2007 qui figure en annexe II de la présente convention et le règlement AGRI Prévoyance annexé à l'accord d'adhésion du 6 février 2007.

Le taux de la cotisation, intégralement supportée par l'employeur, est fixé à 0,40 % de l'assiette constituée par le salaire mensuel réellement perçu par le salarié.

3° Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident

Les salariés non cadres employés sur les exploitations et entreprises visées à l'article 1^{er} de la présente convention, bénéficient d'une garantie de rémunération assurée par AGRI Prévoyance dans les conditions prévues par l'accord paritaire de prévoyance du 6 février 2007, dès le 1^{er} jour d'activité, sans délai de carence en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et après un délai de carence de 3 jours en cas d'accident ou maladie de la vie privée. L'accord paritaire de prévoyance figure en annexe II de la présente convention.

4° Garantie invalidité

Les salariés visés au 3° ci-dessus bénéficient, en cas d'incapacité permanente, d'une pension mensuelle, dans les conditions prévues par l'accord paritaire de prévoyance du 6 février 2007 figurant en annexe II.

Article 2

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et 5 exemplaires signés sont déposés au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles des Hautes-Pyrénées.

Article 3

Les parties contractantes demandent que les dispositions de l'avenant soient étendues à tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective avec effet du 1^{er} juillet 2007.

Fait à Tarbes, le 6 février 2007.

(Suivent les signatures.)